

Avec le soutien de
l'Organisation
Internationale de
la Francophonie



الايام

AL AYAM

الاقتصادية
(اسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦)

1000 L.L



N° 71 - Janvier 2014

Fondé en 1966 par Wafic El Tibi

2013: une année difficile pour l'économie libanaise...

Encore une année empreinte de doutes et d'inquiétudes pour l'économie au Liban. Pourtant, force est de constater qu'en l'absence d'un gouvernement, d'un parlement légitime et malgré la paralysie de l'administration publique qui en découle, l'économie tient toujours. Un conflit larvé entre tendances politiques opposées dans la région se traduit au quotidien en victimes innocentes en Syrie, en Egypte ou en Irak et même directement sur notre territoire sans que cela ne pousse le système à l'effondrement total...seule résolution pour 2014, en étant prudemment réaliste : pourvu que ça dure !

Déficit commercial en baisse de 7% sur les 11 premiers mois de 2013

Les douanes libanaises indiquent dans un rapport que le déficit de la balance commerciale libanaise a reculé de 7% pour les 11 mois de 2013, s'établissant désormais à 15,6 milliards de Dollars.

Cette baisse serait imputée à la diminution des importations, estimés à 19,5 milliards de Dollars en 2013 contre 21,3 milliards de dollars lors de la période correspondante de 2012, en raison de l'instabilité politique locale et régionale, avec le conflit syrien et de la possible récession économique à laquelle le Liban pourrait faire face.

Les exportations libanaises connaissent une chute identiques, étant estimées à 3,8 milliards pour les 11 premiers mois de 2013 contre 4,5 milliards pour la période correspondante de

2012.

Les banques résilientes

La Banque égyptienne EFG Hermes, par ailleurs propriétaire de la Banque Libanaise Crédit Libanais, note dans un rapport concernant les établissements financiers libanais que la capitalisation des banques libanaises reste abordable. Selon ce même rapport, les actions de ces banques seraient 15% en dessous de leur valeur réelle, et cela en dépit d'un important retour sur investissement attendu pour 2014.

Ainsi, les analystes d'EFG Hermes s'attendent à un retour sur investissement de 17,3% pour la Banque Audi et de 16,3% pour la BLOM. Cette situation pourrait également être améliorée par une possible fin du conflit civil syrien – les banques libanaises ayant déjà couvert les possibles pertes de leurs filiales syriennes en 2013 – ou une remontée du taux Libor,

les banques libanaises détenant d'importantes réserves en dollars.

L'industrie touristique en berne

Les dernières statistiques publiées par le Ministère du Tourisme indiquent une baisse continue pour les 11 premiers mois de 2013, en raison de l'impact des crises locales et régionales et cela en dépit d'une amélioration toute relative pour le mois d'octobre.

Ainsi, la fréquentation cumulée du Pays des Cèdres est en diminution de 7,3% par rapport à la période correspondante de 2012, pour un total de 1 162 962 arrivées.

Cette baisse est principalement attribuée à la chute de fréquentation de touristes, estimée à 12,9%, des pays arabes qui représentent 40% des arrivées et cela serait principalement attribué aux appels aux appels des autorités de ces pays à éviter le Liban. Seule embellie, une augmentation de l'arrivée de touristes en provenance du continent africain.

Notes dégradées

L'agence de notation Fitch a abaissé les notes attribuées au Liban en raison de l'impact du



conflit syrien et de la crise politique. Ainsi, les notes bons du trésors libanais tant en devise locale que ceux libellés en devise étrangère se voient désormais attribué un B avec perspective négative.

Fitch justifie cette abaissement de la note citant notamment le nombre de réfugiés syriens présents au Liban, la paralysie des institutions libanaises suite à la démission du gouvernement Mikati et à l'impossibilité actuelle du premier ministre désigné Tamam Salam de former son cabinet depuis mars 2013 ainsi qu'à l'approche des élections présidentielles de mars 2014 dont l'issue demeure pour le moment incertain. L'agence américaine indique également s'attendre à une augmentation du taux de dette public qui passerait de 138% fin 2013 à 140% en 2015 et ne s'attend à aucune amélioration de la situation économique avant la fin du conflit syrien.

(libnanews.com)

Perspectives 2014-2015 pour l'économie mondiale : croissance sans éclat

Le retour de la croissance mondiale est confirmé même s'il recouvre des situations très hétérogènes. La persistance d'un ensemble de déséquilibres et de blocages incite cependant à rester prudent quant à l'ampleur et à la durée de la reprise.

Le redressement de l'activité économique mondiale est confirmé.

Aux 2ème et 3ème trimestres 2013, la croissance mondiale a atteint 3,5% l'an, un rythme supérieur à sa moyenne de long terme. L'orientation à la hausse de l'indice PMI mondial suggère que la croissance se poursuit sans accélération

majeure.

La durabilité et l'ampleur de cette phase de croissance pose cependant question pour 4 raisons :

- la croissance ne s'accompagne d'aucun redressement du commerce mondial,
- elle n'est ni inflationniste ni déflationniste jusqu'à présent,
- les politiques monétaires restent extrêmes (le tournant vers des politiques plus restrictives a été pris dans les économie émergentes, pas encore aux Etats-Unis, en zone euro et encore moins au Japon),
- des déséquilibres profonds, souvent antérieurs à la crise, persistent avec des degrés de vulnérabilités très différents selon les pays.

Ce constat nous amène à privilégier de nouveau un scénario prudent : la croissance mondiale resterait légèrement inférieure à 3,5% en 2014 comme en 2015.

Une croissance mondiale hétérogène

Une phase de croissance plus faible mais plus soutenable se dessine dans les pays émergents. Le redressement de la croissance est confirmé aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Mais l'investissement productif n'a pas retrouvé son niveau d'avant crise. Les premiers signes de redémarrage - timide - de l'activité apparaissent en zone euro. Cependant, la consolidation budgétaire est encore loin d'être assurée, pas plus que la restauration du canal du crédit.

La France en décalage



Le redémarrage de l'activité et de l'investissement est handicapé par deux facteurs : un ajustement budgétaire tardif, une situation financière des entreprises plus dégradée que celle de ses voisins.

(Prévisions Coe-rexecode)

Dialogue des cultures - La 20^e ÉDITION des RENCONTRES D'AVERRÔES

« Penser la Méditerranée au XXI^e siècle »

Zeina el Tibi - Envoyée spéciale à Marseille

Les Rencontres d'Averroès sont un événement annuel organisé et produit par Espace Culture Marseille. Pour fêter leur vingtième année les Rencontres d'Averroès, qui ont eu lieu à Marseille du 28 au 1er décembre 2013, ont choisi pour thème de « penser la Méditerranée du XXI^e siècle ». Un thème inépuisable que les organisateurs ont voulu reformuler en appelant les différents héritages transmis au fil des siècles. L'ADN culturel méditerranéen se limiterait-il à un héritage gréco-romain ne faudrait-il pas y inclure un patrimoine culturel andalou et judéo-arabe ? Lors de la séance inaugurale, dans son allocution intitulée « Athènes, Cordoue, Jérusalem. Héritage partagé ou dénié ? », le philosophe Alain de Libéra apporté une réponse en cette question en rectifiant certains préjugés, il a analysé et interprété les faits historiques de manière à démontrer combien la civilisation méditerranéenne est riche de ces multiples apports historiques et philosophiques.

Regarder l'avenir du monde autrement

L'édition 2013 des Rencontres d'Averroès a été très spéciale par la durée le nombre et la richesse des intellectuels et artistes invités. Il est vrai, comme l'affirme Thierry Fabre, le concepteur des Rencontres, que « 2013 ne peut en aucun cas être uniquement une suite de fêtes et de spectacles. La dimension festive est certes importante, mais une année capitale est aussi l'occasion de produire de la pensée. Elle doit inclure des temps de réflexion, nourrir le débat d'idées... Autant de raisons qui nous ont incité à coproduire ». Et Thierry Fabre d'ajouter : « Nous devons penser l'avenir avec plus de sérénité, approfondir nos connaissances pour éviter les peurs dues à l'ignorance, ce dialogue nous aide à éviter le regard nordiste, hautain et passéiste de nos pères et regarder l'avenir du monde autrement. »

Pour mettre en place cette nouvelle vision de l'histoire, des intellectuels mais aussi des artistes de tout le pourtour méditerranéen ont été conviés à cette grande manifestation marseillaise, qui est venue enrichir les multiples et remarquables expositions offertes par la ville à l'occasion de Marseille-Provence Capitale de la culture européenne. Pendant quatre jours une sélection de « concepteurs d'idées » a donc été réunie autour des tables rondes pour penser, discuter et imaginer l'avenir de la Méditerranée et étudier comment créer des ponts culturels entre ses rives. Faire de la Mare Nostrum un véritable lieu d'échange et de paix culturelle grâce à de bonnes volontés agissant de concert. Réfléchir et partager les idées entre penseurs, écrivains, créateurs artistiques mais surtout avec un public éclairé, très nombreux et avide de nouvelles connaissances. Plusieurs tables rondes ont ainsi mis en valeur l'aspect historique et contemporain d'un dialogue méditerranéen tantôt conflictuel

et tantôt harmonieux. Des conférences précédaient les tables rondes à travers lesquels les orateurs ont cherché à démontrer l'importance de cet héritage qui a forgé ces civilisations méditerranéennes, avant de laisser la parole aux intervenants qui eux avaient la charge de développer le présent.

Féminin-Masculin, liberté ou / et domination ?

La question des relations entre le féminin et le masculin ayant pour titre « Féminin-Masculin, liberté ou / et domination ? » a par exemple été introduite par Irène Théry directrice d'études à l'EHESS et spécialiste en sociologie du droit, de la famille et de la vie privée. Dans sa conférence elle a rappelé deux valeurs importantes dans la société de la Grèce antique : « remplaçabilité » et « irremplaçabilité » entre féminin et masculin. Elle a démontré combien le partage des rôles était primordial et indissociable. Que le féminin représentait la force maternelle et le recommencement, et delà le remplacement des soldats morts aux combats pour défendre la sécurité de la Cité.

Elle démontrait ainsi la complexité de la structure de la cité grecque de l'époque, dans laquelle et malgré les apparences, la femme avait un pouvoir bien plus important que l'on ne pense et à quel point de nos jours, à comparer aux anciens, la dimension du genre est devenue complexe. En réalité, c'est la place de la femme dans la société contemporaine d'un point de vue anthropologique qui pose surtout problème a-t-elle conclu.

Pour sa part, Yalda Younes fondatrice d'un site à grand succès sur Facebook a affirmé « malgré un tel succès, les créatrices de ce site ont aujourd'hui le sentiment que rien n'a changé et que leur idée a été enterrée par les beaux discours des « responsables » pour en faire un monologue. La femme arabe a encore du chemin à faire, elle a beaucoup aidé pendant les révoltes en Tunisie en Egypte et ailleurs mais elle a été écartée par la suite, les mentalités doivent changer sinon nous ne pouvons pas avancer ».

« La culture est le meilleur moyen de créer des ponts non seulement en Méditerranée mais entre tous les peuples »

Quant à Salam Kawakibi, politologue syrien et directeur-adjoint du réseau Arab Reform Initiative, L'Initiative de Réforme Arabe basée à Paris, il est intervenu pendant la table ronde consacrée à la notion de « paix impossible ou guerre improbable », animée par le célèbre journaliste de France Culture Emmanuel Laurentin, pour mettre l'accent sur le rôle important joué par la société civile dans le conflit syrien. Il a estimé par ailleurs que la culture est le meilleur moyen de créer des ponts non seulement en Méditerranée mais entre tous les peuples, à condition de le faire dans

un respect mutuel. Pour sa part, l'universitaire libanaise Carla Eddé a posé la question essentielle de savoir si l'on peut imaginer une union spirituelle euro-méditerranéenne sans régler auparavant le problème palestinien ? Plusieurs des participants arabes ont également soulevé cette question, mais pensent que, quoi qu'il en soit, le dialogue devrait continuer car sans cela tout sera figé. A ce sujet, Ali Benmakhlof, philosophe marocain, a précisé : « Partout la solidarité passe par le dialogue, son arrêt risque de nous mener vers d'autres incompréhensions voire même d'autres conflits et souffrances ».

Entretien avec Bernard Jacquier président d'Espace Culture Marseille, producteur des Rencontres d'Averroès.

Que pensez-vous de la situation des pays du pourtour méditerranéen aujourd'hui ? Et peut-on dialoguer dans de telles conditions ?

B.J. On aurait espéré qu'elle puisse s'améliorer mais malheureusement ce n'est pas le cas. J'en déduis que les rencontres d'Averroès sont encore plus nécessaires qu'auparavant. Nous avons besoin de parler, de débattre, de comprendre, de voir et de se connaître pour pouvoir ouvrir une plus grande porte au dialogue. Les échanges que nous avons eus tout au long de ces rencontres démontrent que nous avons encore de quoi espérer. L'histoire plaide pour ce que nous avons fait et pour ce que nous ferons avec Averroès.

Il y a quelques années j'ai été profondément troublé par la visite du musée des Cyclades à Athènes. Par sa dimension ce musée est certes petit mais combien immense par sa signification, puisqu'il représente presque toute la civilisation méditerranéenne. Il démontre qu'il y a 5 000 ans il y avait un véritable esprit méditerranéen dans la culture artistique de l'époque. Les artistes se connaissaient, se rencontraient se respectaient et il y avait une véritable communauté d'esprit. Pour moi l'art est une des rares choses qui n'a pas de frontière et c'est une réelle source d'espoir pour la Méditerranée. Dans son histoire la Méditerranée a pu montrer qu'elle pouvait s'unifier mais aussi se diviser. Il nous faut aujourd'hui savoir comment elle a pu s'unir pour éviter les désunions et les ruptures.

Sur quoi vous vous basez lors du choix de vos invités ?

B.J. Ce choix consiste à faire participer l'ensemble des penseurs, universitaires, artistes, philosophes du pourtour méditerranéen qui ont démontré dans leur carrière qu'ils ont joué un rôle important et qui peuvent donc apporter aux débats toutes leurs connaissances toutes leurs sciences. Nous avons une véritable soif de discussions et d'échanges et tout cela ne peut qu'entraîner le respect de l'autre.

Tout au long de l'année 2013 la ville de Marseille a organisé avec succès des évé-



nements artistiques ? Chercherait-elle à jouer le rôle d'unificateur culturel de la Méditerranée à travers le MuCEM par exemple, qui de l'avis de tout le monde, est une véritable réussite ?

B.J. C'est une politique d'ouverture voulue par le maire Jean-Claude Gaudin qui est marseillais de souche et surtout méditerranéen. Il a une véritable culture de l'histoire de la Méditerranée et il a donc su prendre en compte la problématique méditerranéenne. L'ambition de Marseille a toujours été de redevenir la ville phare de la Méditerranée, porte de l'Orient et capitale culturelle. Géographiquement et historiquement Marseille a les moyens et les capacités de jouer ce rôle. Grâce aux Rencontres d'Averroès nous espérons consolider Marseille dans cette ambition de créer un lien culturel et un véritable dialogue entre tous les pays de la Méditerranée. Notre seule prétention est de faciliter la réflexion à travers les rencontres mais aussi d'apprendre à débattre.

La version libanaise des rencontres d'Averroès, est en marche et M. Abdo Nawar, directeur du théâtre « dawar el Shams » au Liban, nous a confirmé qu'elle aura lieu au mois de février, après une « version zéro » en 2012. Le thème choisi pour ces rencontres serait « échanges culturelles ou nouvelles colonisations » ? Or la version française inclus des intellectuels israéliens, comment peut-on imaginer une version libanaise ?

Je sais que cela pose problème mais il faudrait qu'un jour tous ces différends soient réglés. Les débats que nous avons ne sont pas politiques mais philosophiques et humains. Cet aspect du dialogue se doit de dépasser les écueils de la politique. Lorsqu'on prend l'exemple d'André Azoulay conseiller de SM le Roi du Maroc qui a appelé en 2009, en parlant de Jérusalem, à faire de l'héritage spirituel et culturel partagé par tous les fils d'Abraham « la plate-forme de relance d'une négociation politique enfin respectueuse des droits de tous » on ne peut qu'espérer. Et si je prends le Maroc pour exemple c'est pour vous dire qu'il peut être considéré comme un message d'espoir pour le reste de la Méditerranée.

La France « satisfera » les demandes d'armement du Liban

De Riyad, où il a entamé le 29 Décembre une visite officielle de deux jours, François Hollande s'est engagé à « satisfaire » les demandes d'armement de l'armée libanaise pour soutenir le président Michel Sleimane. « J'ai des relations avec le président Sleimane (...) et s'il y a des demandes qui nous sont adressées, nous les satisferons », a déclaré le président français lors d'une conférence de presse après son entretien avec le roi Abdallah d'Arabie saoudite.

Trois milliards de dollars pour l'armée

Selon M. Sleimane, l'Arabie saoudite s'est engagée à octroyer trois milliards de dollars à l'armée libanaise afin que celle-ci, faiblement équipée, puisse se procurer des armes françaises. « Il s'agit de l'aide la plus importante dans l'histoire du Liban et de l'armée libanaise », a dit le président libanais, selon lequel cette aide « fera l'objet de discussions entre le roi Abdallah et le président français Hollande ».

Interrogé sur ces déclarations, François Hollande a répondu qu'il n'avait : « pas ici à donner d'informations ». « Ce que je sais, c'est que la France, depuis déjà longtemps mais encore récemment, équipe l'armée libanaise et entendra répondre à toutes les sollicitations qui lui sont adressées parce que le Liban doit rester uni, son intégrité doit être respectée, sa sécurité doit être assurée », a-t-il ajouté.

RIYAD, « PARTENAIRE DE RÉFÉRENCE » POUR LA FRANCE

La visite du président français a lieu deux jours après un attentat sanglant à Beyrouth et en plein regain de tensions en Egypte.

Lors de leur entretien, le président français et le roi Abdallah ont évoqué leurs « positions convergentes » sur les dossiers iraniens, syriens, libyens et égyptiens. « Le roi Abdallah [...] a salué la position courageuse de la France sur

ces principaux dossiers », a indiqué l'entourage du chef de l'Etat.

Dans une interview au quotidien arabophone Al-Hayat parue le 29 Décembre, François Hollande avait expliqué que la France et l'Arabie saoudite partageaient « la volonté d'œuvrer pour la paix, la sécurité et la stabilité au Moyen-Orient ». Et Riyad, ajoute-t-on dans son entourage, fait désormais figure de « partenaire de référence » pour la France.

Le royaume, a rappelé François Hollande dans cette interview, est devenu « le premier client de la France au Moyen-Orient » avec des échanges



qui ont dépassé 8 milliards d'euros en 2013, dont 3 milliards d'exportations françaises, même si la balance reste structurellement déficitaire compte tenu des importations de pétrole saoudien.

Khan el franj à Saida: un espace qui se transforme au fil du temps



Khan el franj est une histoire racontée aux touristes et aux visiteurs libanais curieux d'en connaître les mystères patrimoniaux et archéologiques.

Le khan occupait auparavant un espace timide puis il a pris avec le temps sa forme actuelle durant le mandat de l'émir Fakhreddin II qui lui a attribué ce nom par rapport aux français qui s'y rendaient de temps à autre pour effectuer des échanges commerciaux.

L'édification du khan a commencé au XVII^e siècle à l'époque de l'émir Fakhreddin II qui a construit un château, un pont, une salle de bain et un khan pour recevoir les délégations arabes et occidentales qui proviennent du côté maritime et pour améliorer par conséquent la situation économique.

En 1600, le pacha de Damas est arrivé à Saida à travers la mer pour annoncer officiellement le mandat de l'émir Fakhreddin à Saida

et son entourage.

Selon certaines sources, le khan était utilisé comme centre d'échange commercial avec la France et un lieu de résidence pour ses commerçants notamment ceux en provenance de Marseille.

En 1971, et pour la première fois lors du mandat de Ahmad Pacha Jazzar à Saida, les commerçants français ont évacué le khan pour l'utiliser par la suite comme caserne militaire lors de la campagne de Napoléon Bonaparte contre l'Egypte.

En 1802, les commerçants français ont été autorisés de nouveau à utiliser le khan après leur retour des batailles. Mais un énorme incendie s'est déclenché au khan causant la destruction totale de sa partie sud ouest.

Le khan fut restauré sous la supervision du consul

français.

Il a été endommagé plusieurs fois par les raz-de-marée et les tremblements de terre.

Les bombardements des flottes autrichienne et anglaise qui ont eu lieu en 1840 ont touché le khan et lui ont causé d'énormes dégâts qui n'ont été réparés qu'en 1881. Les travaux de restauration ont pris fin en 1893.

Après la restauration, le khan a été transformé en couvent pour les religieuses et en un orphelinat. Actuellement, le khan comprend également une église.

Le wakf islamique a récupéré la propriété de



ce khan qui était offert aux français par l'émir Fakhreddin qui a pu par la suite s'entendre avec les français sur la nécessité de profiter de ce khan en signant un contrat de location à prix symbolique avec une partie libanaise pour l'utiliser au service de l'être humain et du citoyen libanais.

L'institution Hariri était la première à signer ce contrat en 1992. L'institution a restauré le khan, lui a donné sa forme initiale et a renforcé



son infrastructure.

Khan el franj se situe actuellement sur une surface de 58 m².

Il comprend deux portes d'entrée et de sortie et deux étages. Le rez-de-chaussée est formé de Trente six chambres utilisées comme dépôts pour les commerçants français.

Le premier étage comprenait 50 chambres pour l'hébergement des commerçants français et arabes qui sont devenues actuellement des auberges destinées aux délégations touristiques et culturelles, Les autres salles étant utilisées comme salles d'exposition.

Le bureau du ministère du Tourisme au sein du khan aide les touristes à s'informer de l'histoire de ce site et des différentes cultures.

L'association «Amana», appuyée par l'institution Hariri, aide des femmes de Saida à profiter de leurs talents dans le domaine du tricot et de la broderie.

Le Liban et ses institutions sont appelés à sauvegarder les ressources naturelles du pays.

(ANI - Saida)



Cinéma - A world, not ours de Mahdi Fleifel

« Réaliser un film est une manière de garder la mémoire »

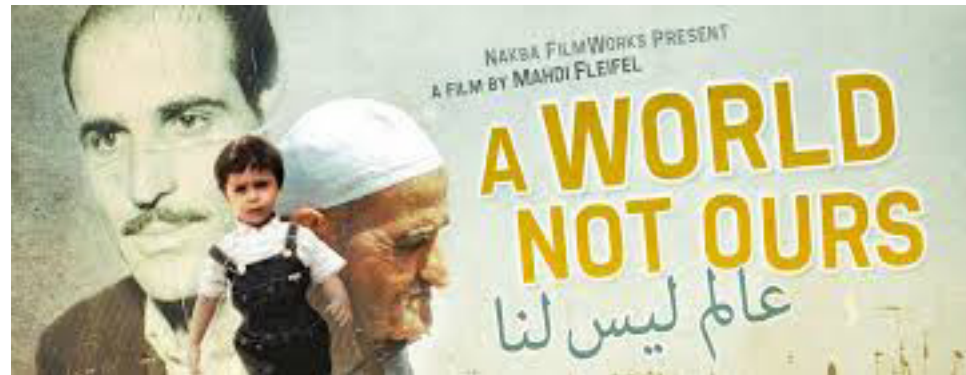
Alice Secretan

La sixième édition de la biennale « Proche-Orient : ce que peut le cinéma », s'est déroulée à Paris, du 29 novembre au 8 décembre. Un hommage était rendu, cette année, au courage de la jeunesse du Proche-Orient en lutte pour la démocratie et au diplomate et essayiste, Stéphane Hessel, auteur du célèbre Indignez-vous. Projeté en ouverture, le documentaire A world, not ours, du réalisateur palestinien Mahdi Fleifel, est sorti sur les écrans le 4 décembre. Al Ayam l'a rencontré.

« Les vieux mourront et les jeunes oublieront », disait David Ben Gourion lors de la Nakba en 1948. Mahdi Fleifel, pour qui « réaliser un film est une manière de garder la mémoire », nous prouve le contraire 60 ans plus tard, avec A world, not ours.

Ce jeune documentariste y retrace le portrait de sa famille, trois générations d'exilés, dans le camp de réfugiés d'Ain el-Helweh au sud-Liban. Composé d'enregistrements personnels et d'archives familiales, il nous plonge avec humour, au cœur de l'émouvant mais révoltant camp de son enfance où, depuis 1948, 70 000 âmes s'entassent sur 1 km carré. Du grand père grincheux qui n'a que les mots de « Droit au Retour » à la bouche, au jeune Abu Iyad, l'ami d'enfance, ivre d'évasion, la réalité est désarmante. L'originalité née lorsque Mahdi Fleifel illustre comment les palestiniens expriment leur désir de nation, de victoire et d'espoir à travers la Coupe du Monde de football. Un choix tout en finesse, pour raconter indirectement la difficulté d'être palestinien et la vie de ceux pour qui la dépossession est la norme et la nostalgie leur vie quotidienne.

Le film a reçu plusieurs dizaines de prix à travers le monde dont celui du film pour la paix, à la Berlinale de 2013. Une récompense mise en péril par une controverse avec des journalistes allemands quant à ses opinions sur Israël, à laquelle Mahdi Fleifel a répondu « Comment pouvons-nous même imaginer une paix véritable tant qu'il existe une ségrégation, entre les personnes, en fonction de leurs religions? Je veux simplement défendre le droit de tous les réfugiés en vertu du droit international. Pour cela, Israël doit changer et un droit commun doit être élaboré pour protéger le droit de tous les citoyens et pas seulement d'un «peuple



élu». Mais cela nécessite du courage. Courage de se rappeler que nous sommes tous des êtres égaux. C'est alors seulement que nous pourrions parvenir à une véritable paix. »

Quel âge aviez-vous quand vous avez commencé à filmer le camp d'Ain el-Helweh?

J'ai commencé à filmer le camp à 12-13 ans. Quand j'étais jeune, Ain el-Helweh me fascinait, c'était comme « Disney Land » pour moi. J'ai toujours voulu raconter une histoire sur cet endroit, même de façon inconsciente. Petit, je filmais avec la caméra de mon père, pour qui la vidéo était une vraie passion. Dans les années 80, le matériel d'enregistrement vidéo est devenu accessible à un large public, j'ai donc grandi dans la découverte de ces nouvelles technologies. Quand nous vivions à Dubaï, filmer notre vie quotidienne était aussi le moyen que nous avions pour communiquer avec notre famille restée dans le camp. Nous vous envoyions des cassettes de nos événements respectifs, comme un échange de lettres mais en vidéo. Puis à 20 ans j'ai commencé à filmer « sérieusement », c'est à dire que quand je rentrais pour les vacances d'été, je tenais un « journal vidéo » du camp. Toutes ces heures de films, ainsi que les archives de mon père, m'ont permis de raconter cette histoire : « A world, not ours ».

Combien de temps avez-vous passé dans le camp?

Je suis né à Dubaï et ma famille a émigré au Danemark dans les années 80, je n'ai donc jamais vécu à Ain el-Helweh plus d'une année consécutive. Mais nous rentrions au camp

chaque été pour voir notre famille, dont mon grand-père qui vivait encore là-bas.

D'où vient le titre du film?

« A world, not ours » est le titre d'un livre de l'auteur palestinien Ghassen Kanafani, qui était lui-même réfugié. Mais j'ai surtout choisi ce titre en référence à une scène du film, lorsque Abu Iyad range sa maison et brûle ses affaires sur la terrasse, le livre tombe de l'une des piles qu'il tient entre ses mains, avec cette scène, très symbolique, ça a été évident pour moi de choisir ce titre.

Quel message principal vouliez-vous faire passer dans votre film?

La simple question posée par mon film est pourquoi, 65 ans après avoir été chassé de sa maison mon grand-père vit encore dans un camp de réfugiés. Je crois que toute personne de bon sens ne peut pas accepter que cette injustice continue.

Dans le film, le portrait de votre ami d'enfance Abu Iyad émerge, son témoignage est vraiment touchant, était-ce aussi votre intention de raconter son histoire?

Non, pas du tout, je ne savais pas qu'il allait être le sujet principal du film, nous n'en avions même jamais parlé. Mais il se trouve que c'est mon ami d'enfance et que quand je reviens, il vient avec moi partout pour m'aider à trouver des lieux, des scènes, il jouait en quelque sorte le rôle de fixeur. Et puis, naturellement j'ai commencé à diriger la caméra vers lui car c'est une personne qui a beaucoup de choses à

exprimer sur sa situation. Abu Iyad est une représentation forte de la grande majorité de la jeunesse d'Ain el-Helweh, sans travail, sans horizon, rêvant de partir loin du camp mais je pense que des Abu Iyad il y en a partout, par exemple dans les banlieues en France, dans les ghettos au Danemark, en Tunisie, il illustre une jeunesse sacrifiée.

Dans le film, il émigre clandestinement et arrive en Grèce avant de se faire expulser, où est-il aujourd'hui?

En Allemagne. Lors de la projection du film à Berlin dans le cadre de la Berlinale en 2013, le comité d'organisation l'a invité pour le présenter, il est ensuite resté et a demandé l'asile politique.

Comment définir cette identité palestinienne dans les camps aujourd'hui, car il apparaît que le sentiment vis-à-vis de la Palestine est très différent entre les générations ?

C'est vrai, mais c'est parce que les vécus sont différents. Les plus âgés ont un souvenir physique du lieu, alors que la jeune génération, non. La Palestine est pour eux comme un mythe, une histoire pour enfant mais ce qu'ils ont tous en commun c'est l'exil. Cet état de mélancolie et de désir à la fois, de ce pays qu'ils n'ont pas pour certains ou plus pour d'autres. Ils veulent une maison, une nation, une armée pour les protéger, mais en même temps ils ne savent pas ce que cela signifie, c'est abstrait. C'est leur identité : l'exil...

On ressort du film très touché mais un peu désespéré sur la situation, quelles sont les solutions et pourquoi rien ne change?

Le film est triste oui mais il décrit la réalité. Le camp est une cage, ces gens vivent dans une cage !

Rien ne change jusqu'à présent parce que vous avez deux états forts qui s'y opposent : Israël et les États-Unis. Chaque année, les États-Unis opposent leur veto à toute résolution condamnant Israël, au sein des Nations-Unis... parce que ce n'est pas dans leurs intérêts. C'est tout le problème!

Les 25 ans de l'Association médicale franco-libanaise

Al Ayam - Paris

L'Association médicale franco-libanaise a fêté ses 25 ans lors d'une grande soirée organisée le 14 décembre dans les salons de l'Unesco à Paris, en présence de nombreuses personnalités libanaise et française.

L'association qui a pour objet de Réunir, rapprocher et former aux nouveautés médicales les professionnels de la santé franco-libanais et promouvoir l'image de la médecine francophone.

Animée avec une remarquable efficacité par

son inlassable et secrétaire général Georges Nasr, l'association qui rassemble plusieurs milliers d'adhérents est sans aucun doute la plus active et la plus représentative des associations franco-libanaise et elle participe au plus haut point à rehausser l'image du Liban.

Le docteur Jean-Marc Ayoubi, président en exercice a pu souligner la qualité des activités scientifiques et professionnelles de l'association qui organise régulièrement des rencontres

médicales du plus grand intérêt.

Ce vingt-cinquième anniversaire, auquel assistaient les présidents de l'ordre des médecins en France et au Liban les docteurs Bouet et Boustany, coteur a réuni une foule encore plus dense que les autres années. Le dîner était placé sous le patronage de Khalil Karam, ambassadeur du Liban à l'Unesco et de Ghady Khoury chargé d'affaires de l'ambassade du Liban en France avec pour invité d'honneur l'écrivain Amine Maalouf, de l'Académie française.

Au total une soirée d'amitié et de convivialité très réussie pour ce quart de siècle et une belle preuve de la vitalité et du dynamisme de la communauté médicale franco-libanaise, et par-delà, de la communauté libanaise en France.



إضاعات إقتصادية مشرقة في سوق العمل العربي المشترك

«الأيام» - الدكتور رفيف صيداوي

الاجتماعية للفئات الأكثر فقراً... إلخ؛ قد تكون هذه الفرضيات وغيرها، والتي لم تعد بفرضيات نتيجة ترجمتها إلى سياسات اقتصادية، ذات فعالية، غير أن تبنيها الآلي، كيقينيات، من قبل البلدان العربية في إطار "عولمة عبثية" (والتعبير لجورج قرم)، وبما يلبي أهداف السياسة النيوليبرالية، هو الذي يجعل من تلك العناصر المذكورة معيقة للنهوض الاقتصادي والتنموي، ولاسيما بعدما أنتجت "الشمولية الفكرية النيوليبرالية" ديكتاتورية السوق العالمي الخالي كلياً من الضوابط (جورج قرم، حكم العالم الجديد).

فمع أهمية دور القطاع الخاص، قد لا ينبغي التغاضي عن سلبياته الناتجة عن علاقة مزدوجة تتحدد أولاً بدورها التبعي للشركات المتعددة الجنسيات، فيما تتحدد ثانياً بإشكالية عامة تتمحور حول مدى شمولية تقديمات القطاع الخاص في ظلّ التكتلات الاحتكارية وسيطرة عامل الربح، ناهيك بأن التجربة قد أثبتت أهمية القطاع العام، ولاسيما في الأزمات، في إنعاش الاقتصادات المحلية. ومع أهمية تخفيض الضرائب لتشجيع الاستثمار الداخلي لا بدّ من تأمل أحوال البلدان التي استمرت سياسات الضرائب المرتفعة لديها (الولايات المتحدة وبريطانيا وفرنسا مثلاً) في اجتذاب كم من الاستثمارات الأجنبية بلغت قيمتها بين عامي 1990 و2008 على التوالي 2557 مليار دولار و1205 مليارات و883.5 ملياراً، فيما لم تتجاوز هذه القيمة في بلدان ذات الضرائب المنخفضة أو في تلك التي أزلت إلى حدّ كبير الضرائب عن الاستثمارات الأجنبية (مثل مصر والمغرب وتونس)، بضع عشرات البلايين من الدولارات كل سنة (الأرقام مستقاة من كتاب حكم العالم الجديد)؛ ومع أهمية الحدّ من الفقر عبر توفير الحدّ الأدنى من الحماية الاجتماعية للفئات الأكثر فقراً، لا بدّ من التساؤل عن جدوى هذه التأمينات في ظلّ استمرار عدم ضمان وصول مختلف أنواع الخدمات الاجتماعية إليها، وفي ظلّ عدم المساواة القائمة بين المناطق والطبقات والأفراد، والتي لا تعوق الحدّ من الفقر فحسب، بل النمو أيضاً...

أسئلة كثيرة تقودنا من الاقتصادي إلى السياسي إذ، حيث يغرق الجميع، من سياسيين وصنّاع قرار وأصحاب نفوذ وما شابه، في نعيم السياسة النيوليبرالية وسياساتها غير المشجعة على بناء قدرات إنتاجية بل المشجعة على مزيد من الربح والاحتكار لجني الأرباح الكبيرة، ودائماً في إطار اقتصاد ريعي يستند إلى المساعدات الخارجية، والخضوع خضوعاً شاملاً للمتغيرات الدولية.

المساحات المخصّصة للمحاصيل الزراعية في الوطن العربي، والافتقار إلى مياه الري، وغير ذلك من المتغيرات ستؤدّي إلى رفع معدلات هذه الفجوة، مع العلم بأن استيراد المنطقة العربية لاحتياجاتها من الغذاء يتراوح ما بين 50% و90%، فيما توقع خبراء في المؤتمر نفسه أن ترتفع فاتورة استيراد الأغذية للمنظمة الخليجية فقط، بنسبة 105% (53 بليون دولار) بحلول العام 2020؛ وهذا مع ضرورة الإشارة إلى أن تقرير "مراقبة أسعار الغذاء" للبنك الدولي كان قد أشار في ربيع العام 2011 إلى أن حدوث زيادة بنسبة 10% في الأسعار العالمية للمواد الغذائية يمكن أن تدفع 10 ملايين شخص آخرين تحت خطّ الفقر المدقع البالغ 1.25 دولار أميركي للفرد في اليوم. أما لو ارتفعت الأسعار بنسبة 30% فقد يؤدّي ذلك إلى سقوط 34 مليون شخص آخر تحت خطّ الفقر. لعلّ هذه المؤشرات المذكورة وغيرها، بالإضافة إلى تبعية الاقتصادات العربية واعتماد نموّها اعتماداً كبيراً على متغيرات خارجية، تشكل عوامل أساسية، لا بل بنيوية، في عدم تحوّلها. أي هذه الاقتصادات- من اقتصادات مبنية على الربح إلى اقتصادات ذات قدرة تنافسية في الأسواق العالمية. وهذا ما يعيق بالتالي تأثير الاستثمارات على النمو الاقتصادي تأثيراً إيجابياً واستحداث فرص العمل. وما ارتباط البطالة بعدم تنوّع القطاعات الاقتصادية ذات القيمة المضافة العالية، وبمعدلات الفقر المرتفعة، والخلل القائم في مجال الإنفاق العام، وارتفاع نسبة التشغيل في القطاع غير المنظم، والتي تقدّر بحسب المصادر المختلفة ما بين 61% و70% من إجمالي التشغيل في الدول العربية، والبطء في نشر التطبيقات الاقتصادية والاجتماعية والثقافية التي يقدمها مجتمع المعرفة... إلخ، وما ارتباط البطالة بهذه المؤشرات كلّها إلا دليل على اختلالات في استراتيجيات التنمية- في حال توقّرت مثل هذه الاستراتيجيات- المرتبطة ليس بالسياسات الاقتصادية القائمة فحسب، بل بالنهج الذي تستند إليه هذه السياسات، وهو النهج السياسي الخاضع لفرضيات الليبرالية الغربية وأحكامها ولمؤسسات التمويل الدولية التابعة لها، مثل البنك الدولي وصندوق النقد الدولي. ومن هذه الفرضيات أن الخصخصة هي الحلّ السحري لكلّ المشكلات الاقتصادية بما في ذلك مشكلات القطاع العام والمديونية وما شابه، وأن تحفيز القطاع الخاص وإشراكه في العملية الاقتصادية من شأنه النهوض بالاقتصاد الكلي، وأن تخفيض الضرائب يشجّع الاستثمار الداخلي، وأن الحدّ من الفقر يكون عبر توفير الحدّ الأدنى من الحماية

العقارات والسياحة وغيرها. بحيث اجتذب قطاعا التعدين والعقارات- بحسب التقرير نفسه- ثلثي إجمالي الاستثمار الأجنبي المباشر بين العامين 2003 و2010؛ هذا بالإضافة إلى محدودية هذين القطاعين على صعيد الاستخدام. ويعزو التقرير المذكور فشل المنطقة العربية في الاستثمار إلى "عدم ملائمة الظروف الاقتصادية الكلية التي أعاققت الاستثمار في الأصول الثابتة وحالت دون نمو الإنتاجية"، فضلاً عن أن القطاعات التي كانت بمثابة قاطرة للنمو «عادت بالفائدة بشكل أساسي على حفنة من المستثمرين لأن تحويل المنشآت الحكومية إلى خاصة تمّ لمصلحة المقربين من الحكم».

ثانياً: ميل بنية الصناعات التحويلية في المنطقة العربية إلى المنتجات ذات القيمة المضافة المتدنية، مع تراجع وزن الصناعة عن مستواه كنسبة من الناتج المحلي الإجمالي ("نظرة جديدة إلى النمو الاقتصادي").

ثالثاً: فشل الإصلاحات (المواكبة للخصخصة)، في حالات عدّة، في ضمان تكافؤ الفرص في الاستخدام أو الوصول إلى الأسواق والموارد والبيئة التنظيمية المحايدة لصالح الأفراد والأعمال.

رابعاً: المعوقات التي تواجه القطاع الخاص، والتي تتجلى بشكل عام في عدم استقرار الاقتصاد الكلي وعدم الاستقرار السياسي وانتشار الفساد وارتفاع الضرائب، ناهيك بتضخّم القطاع العام، والذي جعل حصة الأجور من الناتج المحلي الإجمالي في الدول العربية الأعلى في العالم (9.8%) مقارنةً بالمتوسط العالمي وقدره 5.4%، وارتفاع حصة القطاع العام من إجمالي الاستخدام مع بداية هذا القرن إلى نحو الثلث في سوريا و22% في تونس و35% في الأردن ومصر، مقابل ارتفاع حصة القطاع العام من الاستخدام في القطاع غير الزراعي وبلوغها 42% في الأردن و70% في مصر.

خامساً: العجز الغذائي، بحيث أشار خبراء عرب في مجال الأمن الغذائي، خلال مؤتمر "الاستثمار في الأمن الغذائي العربي: ما هي متطلبات تعزيز دور القطاع الخاص"، الذي استضافته الخرطوم خلال الفترة 20-21 أيار (مايو) 2013، إلى إن الدول العربية بحاجة إلى استثمارات بنحو 144 مليار دولار في إنتاج الأغذية حتى العام 2030، حتى تكون قادرة على توفير المتطلبات الغذائية لشعبها، في ظل الارتفاع الكبير المتوقع للسكان العرب خلال العقدين المقبلين، وإلى أن تدنّي

التأكيد على العلاقة الجدلية بين الاقتصاد والسياسة ليس بجديد، وأي سياسة اقتصادية، لا تعدو كونها، كما هو معروف، جزءاً من الاقتصاد السياسي الذي يشكل مرجعية صنّاع القرار السياسي في انتقاء وتحديد أفضل السبل لتحقيق أهدافهم. وبالتالي، فإن الاختلالات - بما فيها مشكلة البطالة - التي تسود أسواق العمل في العالم بعامّة، والعالم العربي بخاصة، لا تتحدد حلولها في الاقتصادي وحده، نتيجة خضوع السياسات الاقتصادية لنفوذ السلطة السياسية، سواء في نطاق الدولة الواحدة أم في نطاق دول العالم قاطبة.

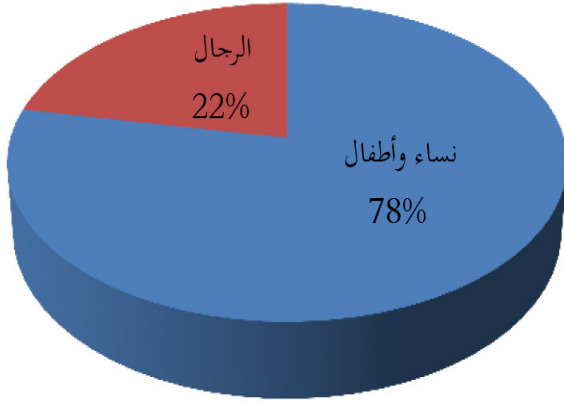
أفاد «التقرير العالمي للأجور (الأجور والنمو العادل)» "2012/2013 الصادر عن منظمة العمل الدولية إلى تراجع اتجاهات نصيب العمالة من الدخل في العالم عموماً، بحيث تراجع متوسط نصبة العمل مثلاً، في مجموعة تضمّ 16 اقتصاداً من الاقتصادات النامية والناشئة، من نحو 62% من الناتج المحلي الإجمالي في بداية التسعينيات من القرن الماضي إلى 58% قبل الأزمة الاقتصادية العالمية مباشرة. فيما أشار التقرير نفسه إلى ارتفاع معدلات البطالة على مستوى العالم بمقدار 27 مليون عاطل منذ بداية الأزمة المذكورة، ليصل إجمالي عدد العاطلين عن العمل إلى نحو 200 مليون أو 6% من قوة العمل العالمية، وخصوصاً بطالة الشباب.

في المقابل، يسجل الوطن العربي أعلى نسبة بطالة للسكان العاملين وتحديداً الشباب. وقد ردّ "تقرير عالم العمل" 2013، الصادر كذلك عن منظمة العمل الدولية الأمر إلى معدل البطالة لدى الإناث الذي يبلغ 17.4%. إلا أن تأمل أسباب ظاهرة البطالة هذه في إطارها العربي لا بدّ أن يقودنا إلى تأمل ارتباطها بعدد من المؤشرات ذات الصلة بالاقتصاد الكلي، منها:

أولاً: تركّز الناتج المحلي على قطاع الخدمات، حتّى أن حصة الزراعة من الإنتاج تراجعت من نحو 7% خلال النصف الأول من التسعينيات إلى 6.4% خلال النصف الثاني من العقد 2000، فيما ارتفعت حصة الخدمات من الإنتاج إلى 38% خلال الثمانينيات و40% في بداية العقد 2000، و43% في العام 2009 (الأرقام مستقاة من تقرير "نظرة جديدة إلى النمو الاقتصادي"، منظمة العمل الدولية، 2013). لكن مع ضرورة الإشارة إلى أن غالبية الخدمات هذه هي ذات قيمة مضافة متدنية، وأن الاستثمارات غالباً ما تتركّز في عدد قليل من القطاعات الاقتصادية، مثل التعدين والطاقة والبتروكيماويات وقطاع

... هل من حل يوقف المأساة؟

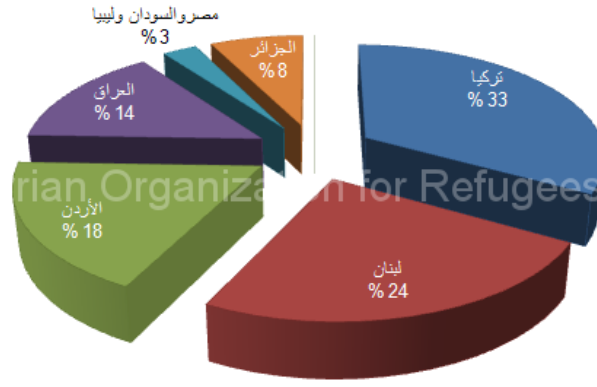
نسبة النساء و الاطفال بين اللاجئين السوريين



الثاني في مخيمي «صبرا وشاتيلا» و«برج البراجنة»، أما القسم الثالث فيتوزع في مناطق بيروت الشعبية، مع تقاسم أكثر من عائلة نفس المنزل وذلك لعدم قدرة العائلة الواحدة على دفع الإيجارات المرتفعة للمنازل التي باتت إيجارها ثلاثة أضعاف ما كانت عليه سابقاً، وهذا ما يفسر تسرب اليأس إلى النازحين السوريين في لبنان.

تجد أن لسان حال جميع السوريين خاصة منهم الذين يقطنون العاصمة «بيروت» أن حياتهم هي خليط من الذل والقهر والجوع والعوز والمرض، وفي مقابل كل أصناف المعاناة هذه يدفعون أموالاً طائلة كبديل إيجار غرف غير مؤهلة للسكن، إذ ينقسم السوريون النازحون إلى بيروت إلى ثلاثة أقسام: القسم الأول يقترش الطرقات تحت الجسور وهؤلاء قلة وعادة ما يكونون من القادمين الجدد، والقسم

أعداد اللاجئين المسجلين لدى المفوضية العليا للاجئين



غير كافية، فوجود هذا الكم الهائل من النازحين السوريين والفلسطينيين في لبنان جعلهم وكأنهم يعيشون في ملاجئ للموتى الأحياء، فترى الأطفال بأعمار السابعة ينامون على الرصيف، بل منهم من ماتوا وهم تائهون على الطرقات. لا شك بأن السلطات اللبنانية عاجزة تماماً أمام العدد الكبير من النازحين من سوريا الذين يهجرون من أراضيهم بشكل يومي، هاربين من البطش والقصف الجوي والدمار. وأمام هذا المشهد المأساوي ما زال الشعب السوري خارج وطنه، يكافح من أجل البقاء، ويتمنى أن يحقق أمله في العودة إلى وطنه بعيداً عن الظلم والاستبداد والسجون وبعيداً عن قوى الظلام التي تترجل فرس التخلف لتتحكم بوطن على ركام السجون والاستبداد، لكن دخول السوريين إلى لبنان وربما الدول المجاورة كما تتناقل وسائل الإعلام، لم تجعل النازحين يدخلون بلداً آمناً لهم ولعائلاتهم، فما يتعرضون له من قهر وإذلال وحرمان، يفوق التصور البشري، خاصة وأن معظم النازحين السوريين والفلسطينيين إلى لبنان هم من فقراء المخيمات والأرياف السورية.

وتحدثت تقارير إعلامية عن تفشيف دولي في المساعدات مفضية الأمم المتحدة التي هي الجهة المخولة دولياً لتقديم المساعدة للنازحين السوريين إلى لبنان، حيث تقتصر مساعداتها الشهرية على 40 ألف ليرة لبنانية لكل شخص، أي حوالي 26 دولاراً أميركياً، مبلغ لا يكفي لشراء وجبة غذاء واحدة في لبنان الذي يكتوي أهله بنار غلاء المعيشة فيه، فكيف ستكون حال النازحين؟!، والأسوأ هو أن المفوضية أقدمت منذ شهرين على شطب أسماء ما يقارب ثلث النازحين عن لوائحها، وذلك بحجة عدم توفر الأموال لديها، ولذلك

النازحون من سوريا..

الأيام



سجل السوريون رقماً قياسياً بعدد النازحين في الداخل أو اللاجئين إلى الدول المجاورة وبعض الدول الأجنبية، ولم يحدث مثل هذا التدفق الهائل بعدد اللاجئين منذ حرب الإبادة في رواندا، مما يسجل انتهاكاً في حقوق الإنسان وإجحافاً بحق مئات الآلاف ممن أجبروا على ترك منازلهم بسبب جحيم الحرب وعنف القصف، فإن السوريين الفارين من جحيم الحرب إلى لبنان، أصبحوا ضحايا الجوع والفقر وانعدام فرص العمل إلى جانب الكلفة المعيشية المرتفعة والظروف القاسية داخل أماكن إقامتهم خاصة مع حلول فصل الشتاء واجتياح مياه الأمطار والسيول لخييمهم البائسة، مما وضع المجتمع الدولي وبعض المنظمات الحقوقية الدولية كمفوضية الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين أمام معضلة كبيرة لاستيعاب ورعاية الإعداد الهائلة من النازحين من سوريا الفارين إلى الدول المجاورة ومنها لبنان.

ألف نازح، حيث أصبح اللاجئون الذين يعيشون دون رعاية طبية، عرضة لانتشار الأمراض المعدية بين صفوفهم في بعض المناطق. وهذا ما حول الشعب السوري من مواطن في وطنه إلى لاجئ فوق الأراضي اللبنانية، داخل مخيمات في وضع مأساوي للغاية. وتعد مشكلة الإيواء هي الأبرز، لكن اهتمام الرأي العام الدولي يقتصر فقط بإحصاء أعدادهم وتوثيقها.

ومشكلة المواد الغذائية والتموينية في صفوف النازحين من سوريا لا تقل أهمية عن مشكلة المأوى، وأكدت جمعيات ومؤسسات محلية ودولية أن المساعدات التي تصل إلى لبنان تبقى

بسببها الآلاف منهم للهروب والجوع إلى البلدان المجاورة، وبالخصوص إلى لبنان حيث بلغ عدد النازحين من سوريا إلى لبنان استناداً لسجلات مفوضية الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين، نحو 630 ألف لاجئ، منهم 72% من الأطفال والنساء، وعدد غير مؤكد من غير المسجلين يقدر بمليون هم اليوم في لبنان، يتوزع معظمهم بشكل عشوائي في ظل أوضاع اقتصادية وأمنية متدهورة، لا سيما أن النسبة الكبيرة منهم توجد في مناطق تعاني أصلاً من سوء الأوضاع الاجتماعية، مما زاد من معاناتهم، وأصبح الحصول على الغذاء والدواء وغيره من ضروريات الحياة صعب المنال أو يجري تأمين ما لا يسد الرمق منها بإذلال لم يتعرض له الشعب السوري، بالإضافة إلى افتعال المشاكل وتدهور الأمن الصحي داخل المخيمات المزدهمة بالبيوت المتنقلة واجتياح الأمطار والسيول لخييمهم وأماكن سكنهم البائس، والخيام التي باتت موطناً لنحو 630

وقد وصف رئيس المفوضية العليا للاجئين التابعة للأمم المتحدة أنطونيو غوتيريس ما يجري في سوريا بأنه «مأساة العصر»، خاصة بعد أن أعلنت المفوضية أن عدد النازحين السوريين الذين هجروا من منازلهم تجاوز مليوني شخص، أكثر من نصفهم فروا من بلادهم إلى الدول المجاورة بعد تعرضوا لأبشع أنواع القتل والدمار والقصف.

واستقبل لبنان العدد الأكبر من النازحين السوريين والفلسطينيين منذ اندلاع الأحداث. إذ تجاوز عددهم 700 ألف، في حين تجاوز العدد نصف مليون في الأردن و460 ألفاً في تركيا و180 ألفاً في العراق و110 آلاف في مصر، إضافة إلى السوريين الذين فروا من الحرب في بلادهم إلى دول أخرى ولم تسجلهم المفوضية. وفي مقابلة صحفية قالت المتحدث باسم مفوضية شؤون اللاجئين لدى الأمم المتحدة في لبنان دانا سليمان إن المفوضية لم تعد قادرة على تلبية حاجيات اللاجئين السوريين، وإن هناك حاجة ماسة لتمويل عاجل لعملياتها.

ومنذ اندلاع الحرب في سوريا والأمور تزداد كل يوم سوءاً وتعقيداً، حتى أضحت الأزمة السورية من أشد الأزمات تعقيداً، واضطر

...يد تمتد لتزرع الأمل

الأيام



رئيس الهيئة الإدارية لـ «جمعية التنمية للإنسان والبيئة» فضل الله حسونة

العالمية على ان لا تميز في هوية اللاجئ مع الاخذ بعين الاعتبار وضع المواطن الاكثر فقرا لدى المدن المستضيفة.

وتم التقت «الأيام» الناشط الميداني في جمعية التنمية للإنسان والبيئة المهندس وسيم البزري ، الذي استعرض لنا عمل الجمعية في التخفيف من معاناة النازحين ، وقال ردا على سؤال حول مشاريع عمل الجمعية في مساعدة النازحين من سوريا : يقوم عمل جمعية التنمية للإنسان والبيئة على ترميم المسكن الذي لجأ إليه النازحون من سوريا بصرف النظر عن انتماءاتهم . وأضاف ، يقوم عمل الجمعية على دراسة دقيقة لوضع السكن الذي لجأ إليه النازح ، سواء أكان السكن بيتا أو خيمة ، وهنا تركز الجمعية على الاولويات والضروريات الملحة من أجل تأمين مسكن آمن ودافئ ، بعد أن يقوم فريق من المهندسين بزيارة ميدانية لتجمعات ومساكن اللجوء ، وعلى اساسها يرفع تقرير للمفوضية ثم يتم الموافقة عليه بعد تحديد المطلوب ، من أجل تأمين التمويل للتنفيذ ، وتابع المهندس البزري ، بأن الجمعية تهتم بأولويات الحياة من خلال تأمين مكان نظيف وآمن ودافئ يتمتع بأبسط أمور العيش الكريم ومن ماء نظيف وصرف صحي. وأشار إلى أن الجمعية تركز في عملها في منطقة صيدا و ضواحيها ومناطقها المجاورة (سيروب مخيم عين الحلوة، وادي الزينة) وبيروت.

وحول العراقيل التي تواجهها الجمعية في تنفيذ مشاريعها وبرامجها قال المهندس البزري، واجهتنا عدة عراقيل منها : الطبيعة - صعوبة ادخال مواد البناء إلى منطقة التعمير ومخيم عين الحلوة من قبل السلطات اللبنانية. وتابع ، هناك أعداد كبيرة من المنازل التي يسكن فيها النازحون من سوريا تتطلب الترميم والحماية من البرد والشتاء، ألا أن الجمعية استطاعت ترميم ومساعدة وتأهيل 120 بيت خلال شهر. وختم قائلاً : تركيزنا الان على تنظيف المياه التي تستخدمها العائلات النازحة من سوريا وايصال مياه الشرب والاستخدام لهم والخطة التي نعمل عليها

Water-sanitation and hygiene

الناشط الميداني في جمعية التنمية للإنسان والبيئة المهندس وسيم البزري



والتي تضم اكثر من 60 جمعية بيئية تعمل لسياسات وطنية وترتكز على معالجة قضية النفايات (النفايات نعمة وليست نقمة) و تحويل النفايات إلى ثروة.

لدينا مشروع نظافة الشواطئ والمياه الجوفية والمياه السطحية وعلينا المحافظة على الذهب الازرق (المياه) ، بالإضافة لوجود مخطط توجيهي لشبكات الصرف الصحي وتحويل المياه من محطات التكرير لمياه صالحة للزراعة والاستعمال المنزلي. فجمعيتنا واحدة من جمعيات وطنية.

التي تعمل على ترشيد الموارد الطبيعية السياسات الرشيدة والمستدامة بمجال الموارد الطبيعية لا يسمح لنا بالتحرك فيها بشكل مطلق لأنها موارد لنا وللأجيال القادمة من بعدنا ويجب أن نحافظ عليها ونسلمها للأجيال كما تسلمناها من الأجيال السابقة كما انه علينا المحافظة على الطبيعة بكل ما فيها من اشجار مثمرة واشجار معمرة والثروة السمكية والطيور والطيور المهاجرة وليس من حقنا أن نتصرف بها كما نشاء لأنها ليست ملكنا وحدنا بل هي أيضا ملك الأجيال القادمة. ايضا لدينا دور في مواجهة التغير المناخي و دور في المحافظة على كل الكائنات الحية وهي سلسلة معقدة من شبكة معقدة متداخلة فيما بينها ، فلا بد من فهم تنوع بيولوجي وفهم الغطاء النباتي وفهم أن الانسان حتى يعيش يجب أن يكون متصالحا مع الطبيعة والبيئة وتكون تصرفاته قائمة على العلم.

ما هي العراقيل التي واجهتكم خلال هذا العمل ؟

لا يتقن اللبنانيون بشكل عام فن العمل الجماعي ، ولا شك بأن مشروع تشبيك المؤسسات والجمعيات والتنسيق بينها هو مشروع ناجح ، الشبكات الناجحة في لبنان قليلة جدا ، هناك مثلا تجمع المؤسسات الاهلية في صيدا من اتجاهات وانتماءات ومدارس فكرية مختلفة كانت ناجحة جدا وهذا المشروع كان قد بدأ منذ 20 سنة ، ونتمنى أن تعمم هذه التجارب على كل المؤسسات في لبنان.

برزت في الآونة الاخيرة قضية النازحين من سوريا

الى لبنان، كيف كان دوركم في التخفيف من معاناتهم ؟

نحن نعمل في مجال تنمية ونؤمن أن العالم يتعرض لكوارث، منها طبيعي ومنها بفعل الانسان ، مهمتنا خدمة المواطن ونعمل تنفيذا لبرنامج أسفير العالمي، وهذا البرنامج متبع بكل دول العالم من أجل مواجهة الكوارث الطبيعية والكوارث التي تقع من صنع الانسان. لدينا بالجمعية مدربين لمواجهة الكوارث ومواجهة الكوارث، وبما أن لبنان تعرض للكثير من الكوارث من فعل الانسان، كما تعرض الشعب الفلسطيني ، عندما احتلت أرضهم وشردوا عن وطنهم وتعرضهم للسلب ومرارة التهجير والنزوح ، الآن الشعب السوري يتعرض لنفس المحنة التي تعرضنا لها، فمن واجبنا الوقوف الى جانبهم وأن نضع خطة عمل لمساعدتهم. كما أننا نعتقد أن اللاجئ هو مواطن يحق له العيش بكرامة، علينا أن نؤمن له الغذاء والطبابة والصحة والسكن و العيش الكريم، لا شك ان امكانياتنا قليلة ، لهذا لا نستطيع مساعدة الا عدد محدود من اللاجئين والنازحين من سوريا، الجميع يعلم مثلا بأن مشكلة الماء كبيرة ومهمة، وهي سبب اساسي لاستمرار الحياة والسكن الآمن الهادئ الدافئ ، حيث تنص ، فلسفة اسفير

5 سنوات و10 سنوات ،لانه من غير الطبيعي ان يزدهر بلد يضع خطط وبرامج لمدة سنة واحدة او سنتين وبمجرد تغير الحكومة تنسف الخطة لصالح الحكومة الجديدة . لأن الحكومة وفق المنطق هي استمرار للحكومات السابقة واكمال للخطط السابقة والحكم هو استمرارية . الجمعية تهتم بالانتقادات الموضوعية ونحاول تطويرها. وطبعاً لدينا خبراء بالمجال السياسي والاقتصادي والاجتماعي والثقافي وعلى الدولة الاهتمام بهم واحتضانهم.

عقد أخيراً في فندق فينيسيا في بيروت لقاء وطني بحضور رئيس الجمهورية وضم مجموعة من أثرياء لبنان ومن نخب وكفاءات في اكثر من مجال، تقرر خلاله الحفاظ على دور القانون والمؤسسات مع المحافظة على دور القطاع الخاص ليكون مكمل لدور الحكومة وينسق مع المجتمع المدني. كما انهم طرح المشاركون مبادرة وطنية باسم (الذهب الازرق) لمدة 5 سنوات و طرح ايضا خطة للكهرباء ، للأسف أيضا لبنان يخضع لتدخلات اقليمية ودولية و نظامنا السياسي مهترئ والسياسيين يتبعون طريقة فرق - تسد.

كيف كان تطور عمل الجمعية ونموها ؟

من أجل نجاح مشروعنا وتنفيذ برامج عملنا، تعلمنا من تجارب الآخرين وخضعنا لدورات وورش عمل ولقاءات ومؤتمرات داخل لبنان و خارج لبنان .كما اننا استفدنا من تجارب بعض البلدان الناجحة،تطور عملنا بفهم مشاكل الناس وعملنا على وعي مشاكل الناس ، مشاكل متوسطة المدى ومشاكل قصيرة المدى ، تم توزيعها ضمن ملفات ونضع لها خطط وبرامج استراتيجية وكيف تكون المشاركة مع أطراف أخرى من أجل التوصل لعمل نوعي.

ما هي ابرز نشاطاتكم وبرامج عملكم ؟

انتقلنا منذ فترة من البرامج الصغيرة الى البرامج الوطنية، لدينا برامج وطنية على سبيل المثال ، برنامج ريادة الاعمال او تحفيز نشؤ المؤسسات الصغرى والوسطى وصولاً إلى الريادة في المجتمع يتم تنفيذه بالتعاون مع المركز التربوي للبحوث في وزارة التربية ، وعندما تكون هناك مشاركة من قبل وزارة التربية والتعليم والمركز التربوي الوطني للبحث في ريادة الأعمال والتنسيق مع مؤسسات أخرى في الوطن تنشط في نفس الميدان ، وتتطلع على تجارب عربية ودولية، لتنفيذها في بلدك والاستفادة منها في لبنان ضمن فريق عمل واسع مع الحكومة بالتنسيق مع القطاع الخاص حتى نحقق الأهداف المرجوة في وقت ما ونعمم مفهوم ريادة الأعمال للنشئ التربوي في الأوساط العامة وفي الارياض والمدن ولدى كافة المستويات من الفئات العمرية ، لإيصال فكرة كيف نكون مواطنين رياديين في بلدنا.

يوجد لدينا برنامج ثاني نعمل عليه مع المركز الثقافي البريطاني و هو: المواطنة الفاعلة. هذا البرنامج يجري العمل على تنفيذه في كافة البلدان العربية دفعة واحدة وقد شكلت شبكة جديدة تأسست في البلدان العربية وهي الشبكة العربية للمواطنة الفاعلة ، يعلم كل مواطن عربي كيف يكون مواطناً فاعلاً، وقد اثبت هذا البرنامج نجاحه فهو يطلق مبادرات على امتداد الوطن.

ايضا لدينا برامج تتعلق بالبيئة، لأننا جزء من الحركة البيئية في لبنان

جمعية التنمية للإنسان والبيئة...

«الأيام» - عبد معروف



DPNA

جمعية التنمية للإنسان والبيئة

ما هو دور الجمعيات الأهلية والمدنية في معالجة قضايا المجتمعات؟

لدى أي بلد هناك هرم مثلث الرأس، رأس الهرم هو الحكومة يساعدها أو يكمل عملها القطاع الخاص والمجتمع المدني اللذين

يكملان عمل الحكومة ويتكاملون مع بعض من أجل خدمة الناس و تلبية احتياجات المواطنين. أما في حال تعارض الحكومة مع القطاع الخاص ومع المجتمع المدني يغيب التنسيق والتعاون من أجل انجاح أي مشروع، كما هي الحال في لبنان، وايضا غياب وزارة تخطيط وطني وغياب خطة وطنية ترشد دور الحكومة ودور القطاع الخاص يساهم أيضا في تعميم حالة من الفوضى والفسل في إنجاز مشاريع التنمية المأمول بها. على الحكومة والقطاع الخاص والمجتمع المدني العمل والاتفاق والتنسيق من أجل تقاسم الأدوار والمسؤولية من أجل خدمة المجتمع وتأمين مصالح الوطن والمواطن. أحيانا لا يهتم القطاع الخاص إلا بمصلحته دون الحفاظ على الدولة (دولة القانون والمؤسسات)، عندها يتفشى الفساد ويشترك هذا القطاع في تعميم حالة الفساد ويصبح جزءا من بينته، و أحيانا لا يعترف القطاع الخاص بالمجتمع المدني كان لا يعطي العمال حقوقهم، ظنا منه أنه يعمل لمصلحته، مما يجعل الفقير يزداد فقرا، والغني يزيدها رأسمالا وتخمة، مما يولد أزمات إجتماعية تطيح بمصالح الجميع، كما تطيح بالوطن. لذلك يمكن القول أن القطاع الخاص لا يستطيع الاستمرار بدون دولة القانون والمؤسسات. هناك معادلة في كل دولة هناك هرم تقوم عليه الدول: أعلى الهرم - وسط الهرم - قاعدة الهرم. الطبقة السياسية الموجودة في أعلى الهرم لا تقدر معنى دولة القانون والمؤسسات وتداول السلطة، لهذا لم تتشكل حتى الان الحكومة ومددوا للمجلس النيابي، لم يتم الاتفاق على قانون انتخاب، في لبنان مثلا قانون يقر الزامية التعليم ولكن بالوقت نفسه لا يوجد الزامية مجانية وجودة التعليم، وليس في لبنان مراسيم تطبيقية للقانون. لذلك تعمل الحكومة في ميدان والقطاع الخاص يعمل في ميدان آخر و كذلك الحكومة بعيدة عن المجتمع المدني. وهناك مراهنه طبعاً على أشخاص وفعاليات داخل الحكومة، ويقدران تماما ماذا تعني دولة القانون والمؤسسات وما هي أهميتها وإيجابيات تشكيلها، هناك مراهنه أيضا على المجتمع المدني وعلى هامات وطنية وعلى نخب تعمل بالقطاع الخاص.

هل من دور للقوى والنخب والاحزاب اليسارية والاحزاب المعارضة؟

للأسف فإن لبنان والبلدان العربية خضعت لمخطط شل مؤسسات المجتمع المدني من داخلها وضربها والضغط عليها وعملت على شرائها، ولكن لدينا مراهنه على القسم الذي يطلق رؤساء الجمهورية، برامج الحكومات التي تعاقبت على السلطة، ومع خطاب رئيس مجلس النواب خلال منحه الثقة، نحن مع كل هذه المواقف الوطنية، نحن مع السياسات الوطنية والعدالة الاجتماعية التي تطلق من مصادر مختلفة في الدولة ولكن أين التطبيق؟ دور المؤسسات الأهلية هو ان تعمل على اطلاق حملات مدافعة و مناصرة لايجاد سياسات وطنية تخدم الشعب وتعبّر عن مصالحه وقضاياهم وهمومه ومشاكله من أجل تحسين مستوى الحياة من أجل أن

تكون حياة كريمة ومن أجل الحرية والديمقراطية وتأمين انتخابات حرة.

ما هي الحاجة لتأسيس جمعية التنمية للبيئة والإنسان؟

نحن كجمعية جزء من كل، نشجع تشكيل جمعيات أهلية ومدنية في كل المناطق اللبنانية، ونعمل ونبذل الجهود من أجل تشبيك العلاقات بين كافة الجمعيات وتقسيم العمل فيما بينها بالإضافة لوجود تخصصية بالعمل من أجل تلبية حاجات الناس. من أجل ذلك تأسست جمعيتنا ومن أجل تأمين حاجات المواطن ونعمل ضمن فريق عمل واسع لبناء مجتمع مدني لبناني، نتكامل مع الحكومة والقطاع الخاص بالمفهوم العلمي، وتعمل الجمعية بشكل أساسي على قطاع الشباب في الأرياف والأطراف وتعمل أيضا على التنمية البشرية والحفاظ والحماية على الموارد الطبيعية.

هل حققتم اهداف جمعية التنمية للإنسان والبيئة؟

مضى 10 سنوات على تأسيس الجمعية، وكانت فترة إختبار وتأسيس، وقد عملنا خلالها على قاعدة الهرم، أما حاليا نحن نؤسس عمل بوسط الهرم يعني سنعمل على مستوى رؤساء البلديات، رؤساء جمعيات، رؤساء اتحاد بلديات، ناشطين اجتماعيين، ناشطين بيئيين، ناشطين بمجال التربية والتعليم و أيضا ناشطين في ميدان العمل الاجتماعي والاقتصادي. نحن نؤمن بفكرة العمل ضمن فريق متجانس، لأن تجارب البلدان التي عملت ضمن فريق عمل استطاعت بناء دولة القانون والمؤسسات وحققت الديمقراطية ومرحلة النمو والتنمية التي تؤدي حتما إلى تحسين مستوى المعيشة وتحسين الوضع الصحي والمستوى التعليمي. وتسعى جمعيتنا لتحسين المستوى التربوي، الاجتماعي، الاقتصادي، السياسي والمحافظة على الحريات، ومطالبنا محقة ومشروعة و نطمح ان يكون لدينا دولة تحقق كل مطالبنا وتؤمن مصالح المواطن خلفنا مع الحكومات اللبنانية المتعاقبة لأنها لم تنفذ ما وعدت به، ونختلف مع القطاع الخاص لأنه لا يتحمل مسؤولية المحافظة على دولة القانون والمؤسسات، فهو لا يهتم بمصالح الناس ولا يعمل من أجل مصلحة المواطن، ومن الصعب ان يعيش بمعزل عن هذه المشاكل والهجوم، لأنه يأخذ حقه من الشعب، وعليه ان يتعاطف مع قضايا الشعب وأن يؤمن بالعدالة الاجتماعية وتكافؤ الفرص ويؤمن أن من حق الفقير بالعيش الكريم والتعليم واللائق في الوقت الذي نرى فيه اهتمام القطاع الخاص في كل بلدان العالم، بمستوى العيش والتربية والحريات والخدمات الاجتماعية. للأسف يوجد في لبنان كفاءات كثيرة وأدمغة بشرية مميزة لكننا نرى العدد الكبير منها يهاجر إلى خارج لبنان.

هل يكون التغيير مطلباً أم سياسياً؟

نحن نؤمن بالتغيير الداخلي، ولكن نؤمن بالتغيير السلمي بدون عنف، القائم على الوعي الاجتماعي والاقتصادي والسياسي المستند إلى الممارسات الديمقراطية والتي تطالب بحقوق الإنسان بدون اللجوء الى العنف والنزاعات المسلحة. نحن ضد التطرف والارهاب ومع حق الشعوب بالمحافظة على بلدها والدفاع عن حقوق المقهورين والمظلومين. ونطالب بسياسات وطنية تمتد

هي جمعية لبنانية، (DPNA) جمعية التنمية للإنسان والبيئة علمانية، وواحدة من أهم الجمعيات الأهلية، غير حكومية التي عملت منذ تأسيسها عام 2003 ضمن فريق عمل واسع للاستجابة لاحتياجات المجتمع المدني المحلي على قاعدة التنمية المستدامة، حيث شكلت المساواة والعدالة وحقوق الانسان وحماية البيئة، الأسس التي بنت عليها الجمعية شراكاتها وتعاونها على الصعيد المحلي والاقليمي والدولي. تتألف الجمعية العمومية لجمعية التنمية للإنسان والبيئة من 35 شخصاً وتعقد اجتماعاتها مرتين كل عام ولها هيئة إدارية من 12 شخصاً التي ترأسها المرحوم فاروق الزعترى منذ التأسيس حتى 2007 وتلاه فضل الله حسونة حتى الآن وهو مديرها التنفيذي منذ تأسيسها. ومن خلال الاحصاءات الموثقة، تقوم الجمعية بخطوات هامة من أجل تطوير المجتمع، كما تهتم بالتنمية الوضع الاقتصادي والاجتماعي وخصصت قسماً كبيراً من عملها للمرأة ولذوي الحاجات الخاصة، وهي تتعاون مع فريق عمل واسع مع الجمعيات الأهلية لبناء مجتمع متطور، لهذا كان من رسالتها وأهدافها: العمل مع الأطفال، وكان لا بد من العمل على تدريب الناشئة على طريقة العمل. وأكدت جمعية التنمية للإنسان والبيئة، من خلال المنشورات التي صدرت عنها، على أنها مع فئات المجتمع المحلي وتلبي احتياجاته واحتياجات الفئات العمرية المختلفة على قاعدة التنمية المستدامة، حيث تشكل التنمية تأكيداً على حقوق الإنسان، واعتبرت أن حماية البيئة هي من الركائز التي قامت عليها، عبر علاقاتها المحلية والعربية والدولية. ويصنف رئيس الهيئة الإدارية لـ«جمعية التنمية للإنسان والبيئة» فضل الله حسونة، الجمعية على أنها من منظمات المجتمع المدني تعمل في مجال التنمية البشرية وبناء القيادات الشبابية. وبرزت الجمعية عام 2006 من خلال عملها في مجال الإغاثة والإعانة وتقديم الخدمات. وأشار إلى أن عمل الجمعية يتركز على تيار القدرات الشبابية وتأكيد على الخيارات المدنية. وما يؤكد هذا الخيار أن معظم مشاريعها اعتمدت على مشاريع شبابية وتنموية، وتعميم ثقافة العمل البلدي ومهامه، قانون البلديات، المواطنة، استناداً لرؤيتها في بناء مجتمع مدني محفز لمشاركة المواطنين في صناعة القرار وإحداث التغيير الإيجابي. وحددت جمعية التنمية للإنسان والبيئة أهدافها من خلال تمكين المواطنين من المهارات اللازمة لتحسين نوعية حياتهم، ونشر ثقافة التربية المدنية والسلام في المجتمع، وحماية الموارد الطبيعية والبيئية وإحداث تغيير إيجابي على صعيد السياسات والقرارات المحلية والوطنية، ودعم مبادرات التنمية الاقتصادية. كما عملت الجمعية على برامج تنموية تم ذكرها في المنشورات التي صدرت: سفير السلام: جل النزاعات وتربية على السلام تمكين القيادات الشبابية الصاعدة، تشجيع المشاريع الحرة للشباب، تدريب مهني معجل، بناء التوافق المجتمعي، نوادي فنية وترفيهية للأطفال والناشئة، فرز النفايات من المصدر.

حول جمعية التنمية للإنسان والبيئة، وحول نشأتها وتطورها وبرامج عملها في خدمة المجتمع المدني، التقت «الأيام» الأستاذ فضل الله حسونة، رئيس الجمعية وأجرت معه هذا الحوار:

الإيام

AL AYAM
الاقتصادية
(تأسست في لبنان سنة ١٩٦٦)

العدد - ٧١

تاريخ الاصدار: ٣٠ كانون الاول
٢٠١٣

مدير الادارة : خالد وفيق الطيبي
رئيس التحرير : مروان وليد الطيبي
مدير التحرير : عبد معروف
المدير المسؤول : فوزي صولي
ترجمة : وجيه بعيني
مدير العلاقات العامة : ماهر عياش
٠٣/٦٦٥٢٩٥

مكتب بيروت : شارع مار الياس
سنتر دكا - ٧ط

هاتف: ٠١/٧٠٥٣١٣
فاكس: ٠١/٧٠٥٣١١

مكتب باريس

زينة الطيبي

Bureau de Paris

Zeina El Tibi

14, Avenue d'Eylau

75016 - Paris (France)

Tel : +33 (0)1 77 72 64 29

e-mail: al_ayam_1966@hotmail.com

الاشتراك السنوي

داخل لبنان:

الافراد: ١٥٠,٠٠٠ ل.ل

المؤسسات: ٢٥٠,٠٠٠ ل.ل

خارج لبنان:

٣٠٠,٠٠٠ ل.ل

إجابات إقتصادية عن سبب دفع الضرائب

كتيباً يعرض بأسلوب حوارى مصور لأهم مبادئ المالية العامة

الأيام

المالية العامة.
- المكتبة المالية، وهي مكتبة عامة ومركز توثيق في مواضيع المالية والاقتصاد وتحديث الدولة.
- برامج متخصصة للشباب.
- نشاطات التثقيف المالي والاقتصادي.

إضافة إلى دوره الوطني، يعتبر المعهد مركزاً متميزاً على الساحة الإقليمية فهو مركز تدريب (WCO) إقليمي لمنظمة الجمارك العالمية ومركز الأمانة العامة لشبكة معاهد التدريب



الحكومي في منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا

لبنان وجمعية المصارف ووزارة التربية والتعليم العالي، إلى بناء جيل من المواطنين الواعين القادرين على المساهمة بفاعلية في اتخاذ القرارات الرشيدة، بما يحسن أوضاعهم المالية الخاصة ويعزز النمو الاقتصادي ويمكّنهم من المشاركة في صنع السياسات العامة.

اهتمام عالمي بالتثقيف المالي الاقتصادي

ويأخذ موضوع التثقيف المالي والاقتصادي أهمية كبرى عالمياً، إذ أصبحت المعرفة بشؤون إدارة المال العام وبالمبادئ الأساسية لإدارة المال الخاص من الأمور الضرورية في عالم اليوم. وقد أنشأت منظمة للتعاون والتنمية الاقتصادية (OECD) شبكة عالمية للثقافة المالية (International Network on Financial Education) INFE. تضم معظم بلدان العالم بما فيها لبنان.

معهد باسل فليحان

يشار إلى أن معهد باسل فليحان المالي والاقتصادي هو مركز التدريب والتوثيق التابع لوزارة المالية اللبنانية. أنشئ عام 1996 ليواكب مسار تحديث الإدارة المالية في لبنان. يقدم المعهد خدمات التدريب والتعاون التقني لموظفي وزارة المالية والقطاع العام في لبنان والبلدان العربية. ويعمل المعهد أيضاً على تسهيل وصول المواطن إلى المعلومات من خلال: نشر التقارير والإصدارات المختصة بمواضيع

ما هو عمل الدولة؟ وفي أي الميادين تصرف؟ موازنتها؟ ومن أين تحصل الدولة على أموالها؟ ولماذا يدفع المواطن الضرائب المالية؟

أسئلة عدة تتعلق بدور الدولة ومهامها، تطرحها شخصيتاً جنى ورايح، الصبية والشاب اللبنانيين، ويسعيان إلى الإجابات عنها في الكتيب المصور «ليس مندفع ضرائب؟» الذي يطلقه معهد باسل فليحان المالي والاقتصادي خلال معرض بيروت العربي الدولي الـ 57 للكتاب الذي أقيم في مركز الببال للمعارض ما بين 6 و19 كانون الأول الماضي. يعرض الكتيب لأهم مبادئ المالية العامة من خلال أسلوب حوارى مصور وشرح مبسط للمفاهيم (bandes dessinées) العلمية، يجعلها في متناول التلامذة والشباب. ساهم في إعداد الكتيب مجموعة من الخبراء والاقتصاديين وقام الفنان اللبناني مازن كرجاج بابتكار الشخصيات وتنفيذ الرسوم.

المسح الوطني حول إمام اللبنانيين بالمسائل المالية

ويندرج إصدار هذا الكتيب ضمن أنشطة معهد باسل فليحان المالي والاقتصادي الهادفة إلى تعزيز الثقافة المالية والاقتصادية ونشر المعلومات ووضعها بمتناول المواطن. وكان المعهد قد أطلق في العام 2012 المبادرة الأولى في لبنان من خلال مسح وطني لمعارف اللبنانيين بالمسائل المالية والاقتصادية بالتعاون مع البنك الدولي. ويطمح المعهد، بالتعاون مع مصرف

متطلبات التنمية الاقتصادية في فلسطين

تتمة الصفحة الاولى

وفي حال تنفيذ هذه المشاريع فمن المتوقع أن يؤدي ذلك إلى المساهمة في رفع معدلات النمو الاقتصادي وخلق عشرات الآلاف من فرص العمل، الأمر الذي نرحب به كونه يساهم في خدمة الأهداف ذاتها التي نسعى إلى تحقيقها. لكننا ندرك من خلال تجاربنا السابقة أن تنفيذ مثل هذا البرنامج بشكل كامل لن يكون ممكناً ما لم يقدم الجانب الإسرائيلي على أحداث تغيير جوهري على سياساته التي تضع قيوداً كبيرة على قدرتنا على استغلال الجزء الأكبر من أرضنا ومياهنا وشواطئنا واجواننا ومصادر الطاقة والثروة المعدنية اللازمة للتنمية الشاملة.

مصممون على انتزاع حقوقنا الاقتصادية

بالرغم من ادراكنا لحجم المعوقات فإننا مصممون على انتزاع حقوقنا الاقتصادية، مثلها مثل حقوقنا السياسية، وعمل كل ما نستطيع لتمكين الاستثمار الجاد في اقتصادنا. لذلك، فسنتقوم الحكومة بتوفير كل التسهيلات واتخاذ الإجراءات الإصلاحية اللازمة لدعم تنفيذ هذه الحزمة من المشاريع. كما سنعمل على تنفيذ الاستثمارات العامة اللازمة وخاصة في مجال البنية التحتية الأساسية التي تمكن وتكمل الاستثمارات الخاصة، بالتنسيق مع الأطراف المانحة. وقد يكون من أهم ما يميز «المبادرة الاقتصادية» أنها تأتي بدعم أمريكي ودولي قويين، الأمر الذي نفترض أنه سيحسن من فرص التزام الجانب الإسرائيلي بتمكين تنفيذها. كما أنه من المتوقع أن يقوم المانحون بتمويل بعض المكونات

الضرورية لتقليل المخاطر وتأمين الجدوى الاستثمارية للمشاريع المشمولة في المبادرة. **الأول: توحيد الأراضي الفلسطينية** واقتصادها والاستغلال الأمثل لمواردها، ويتطلب هذا التعامل مع الضفة الغربية، وتشمل القدس الشرقية، وقطاع

لكن «المبادرة الاقتصادية»، وبالرغم من أهميتها، فإنها لن تكون كافية لإنجاز برنامج وطني شامل للتحويل الاقتصادي. هناك حاجة لتغييرات جذرية أخرى وعلى عدة محاور رئيسية من أجل ضمان البيئة المواتية لتحقيق التحويل الاقتصادي المطلوب. سأركز فيما يلي على خمسة محاور

غزة كوحدة إقليمية واقتصادية واحدة، وإزالة كافة عوامل وتبعات الحصار والانقسام، والعمل على إعادة دمج القدس الشرقية والأراضي المصنفة «ج» بما فيها الأغوار الفلسطينية وحصّة فلسطين من شواطئ البحر المتوسط والبحر الميت في هذه الوحدة الاقتصادية الواحدة. كما يجب العمل على تحقيق السيطرة الفلسطينية على الموارد الطبيعية مثل المياه والنفط والغاز الطبيعي والبتواس بما يمكننا من تنميتها وتطويرها.

الثاني: تغيير الإطار الذي يحكم العلاقات الاقتصادية بين فلسطين وإسرائيل (بروتوكول باريس)، وهو الإطار الذي كان من المفترض أن يستمر لفترة انتقالية مدتها خمس سنوات فقط، ولكنه امتد لعقدين كاملين وهو مستمر لغاية الآن. الهدف الرئيسي للإطار الجديد هو

إزالة التبعية للاقتصاد الإسرائيلي التي تسبب بها هذا البروتوكول وطريقة تطبيقه بما يؤسس لتحقيق الاستقلال الاقتصادي للدولة الفلسطينية.

الثالث: تحقيق الاستقرار لخزينة الدولة.

يعتبر تحقيق الاستقرار المالي أمر ضروري لإعادة ترتيب الوضع الاقتصادي والتحضير لانطلاقة جديدة للاستثمار الخاص. من أجل ذلك، لا بد من توفير دعم دولي مالي سريع لسد الاحتياجات المستعجلة للخزينة وفي مقدمتها سداد جزء من ديون الحكومة للبنوك والقطاع الخاص وهيئة التقاعد، وإعادة هيكلة ما يتبقى منها من خلال السندات وغيرها من الأدوات المالية. إلى جانب هذا، يجب أن يصاحب ذلك جهد وطني جاد لتوضيح الرؤيا بالنسبة لمنظومة الضرائب والشروع في تنفيذ برنامج زيادة الإيرادات من خلال توسيع القاعدة الضريبية وتعزيز آليات الجباية (قطاعي الكهرباء والماء مثلاً)، وترشيد النفقات العامة (التحويلات الخارجية في قطاع الصحة مثلاً) وتفعيل نظام الخدمة المدنية ليشكل رافعة لقطاع عام فعال دون أن يشكل عبئاً مالياً على النظام السياسي.

الرابع: تطوير البنية الوطنية التحتية المادية والبشرية.

يشمل ذلك تطوير البنية التحتية المادية في مجالات الإسكان والمواصلات والطاقة وشبكات المياه والصرف الصحي والاتصالات والمرافق السياحية ومعايير التجارة الدولية؛ وتطوير البنية الاجتماعية في مجالات التعليم والرعاية الصحية والرعاية الاجتماعية، مما يساهم في تنمية الموارد

الوطنية وتسريع النمو الاقتصادي وخلق عدد كبير من فرص العمل. ولا بد من الاستفادة القصوى من المبادرات الوطنية والدولية التي تمت الإشارة إليها سابقاً في تحقيق ذلك.

الخامس: رفع القدرة التنافسية للشركات الفلسطينية والمنتج الوطني.

ويشمل ذلك زيادة مخصصات الاستثمار الرأسمالي في القطاعات الإنتاجية، خاصة في قطاعي الزراعة (بشقيه النباتي والحيواني) والصناعات الخفيفة، وزيادة قدرة الشركات الفلسطينية خاصة الصغيرة منها على الحصول على التمويل اللازم، وتسريع عمليات تسجيل الأراضي، وتطوير البيئة التشريعية العادلة والمستقرة وتعزيز قدرات المؤسسات القضائية القادرة على تطبيقها، ودعم المنتج الوطني ورفع مستوى جودته من خلال تفعيل نظام المواصفات والمقاييس وتسهيل عمليات التصدير، ورفع مستوى إنتاجية العامل الفلسطيني من خلال التدريب الفني والتعليم النوعي وتطوير رأس المال البشري الفلسطيني.

التحول الاقتصادي مطلوب لقيام دولة مستقلة قوية الأركان

اعتقد أن التنفيذ الناجح لبرنامج يجمع ما بين التغييرات المبنية في هذه المحاور الخمسة، والاستثمارات المقترحة تحت مظلة «المبادرة الاقتصادية» سيكون قادراً على إيقاد شعلة التحول الاقتصادي المطلوب بما يساهم في حل المعضلة الاقتصادية التي يعاني منها مجتمعنا ويؤسس لبرنامج تنموي شامل يدعم ويمكن قيام دولة مستقلة قوية الأركان.



مكتب الحريري
للخدمات العقارية

عيد السنة الجديدة بيت جديد

مشروع زهرة جادة نبيه بري

صيدا - مقابل السراي
03 - 110 672 07 - 735 209

- جمعية التنمية للإنسان والبيئة... ي تمتد
لتزرع الأمل
- النازحون من سوريا... هل من حل يوقف
المأساة؟
- نسبة النساء و الاطفال بين اللاجئين
السوريين 78%

الأيام

AL AYAM

الاقتصادية

(اسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦)

١٠٠٠ ليرة

2013

كل عام وأنتم بخير

اسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦

العدد - ٧١ - كانون الثاني ٢٠١٤



الإقتصاد العربي - ص.١

الدكتور رفيف صيداوي
إضاءات إقتصادية مشرقة في سوق العمل
العربي المشترك



الإقتصاد اللبناني - ص.٣

إجابات إقتصادية عن سبب دفع الضرائب:
معهد باسل فليحان المالي والاقتصادي يطلق
كتيب عن أهم مبادئ المالية العامة

المبادرات الدولية ومتطلبات التنمية الاقتصادية في فلسطين

الدكتور محمد مصطفى / نائب رئيس الوزراء الفلسطيني للشؤون الاقتصادية

بعد أن حقق الشعب الفلسطيني نجاحاً استراتيجياً في إنجاز الاعتراف الدولي بالدولة الفلسطينية كعضو في الامم المتحدة في 29 نوفمبر 2012، كان لا بد من الاستمرار بجهد وطني شامل لتجسيد الدولة على الأرض على مختلف المستويات بما في ذلك المستوى الاقتصادي. وقد يشكل استئناف مفاوضات الوضع النهائي في بداية آب 2013 فرصة لتسريع وتيرة هذا الجهد والمضي فيه إلى الامام. فقد ظهر مع بداية المفاوضات السياسية عدد من المبادرات الاقتصادية الايجابية التي تهدف الى تمكين الاقتصاد الفلسطيني ضمن برنامج تجسيد الدولة وتحقيق الاستقلال.

الاقتصادية وتبني برامج تواجه ما يعاني منه الاقتصاد الوطني من تراجع واضح وتبعية مقلقة تضعف مقومات شعبنا على الصمود. الخلل الهيكلي الذي نخر في جسم الاقتصاد، ويوفر فرص عمل كريمة للمواطن ويحسن من انتاجيته ويخرجه من حالة الضغط المعيشي التي يعاني منها. ولتحقيق ذلك، لا بد من إحداث تغييرات جذرية على أرض الواقع تأتي ضمن برنامج وطني شامل للتحوّل الاقتصادي يشكل نواة للخطة الوطنية للتنمية للفترة 2014-2016 والتي ستشكل إطار عملنا في تلك الفترة لتحقيق النمو الاقتصادي بما يضمن العدالة الاجتماعية وبما يؤسس لاستقطاب المستثمرين من ناحية ودعم المانحين من ناحية اخرى.

الاقتصاد الفلسطيني مُطالب بإيجاد أكثر من 600,000 فرصة عمل

وتبدو صعوبات الوضع الاقتصادي الراهن من خلال مؤشرات عديدة وفي مقدمتها تباطؤ النمو وارتفاع معدلات البطالة والفقر واستمرار العجز في الموازنة العامة وارتفاع العجز التجاري. ولعل أكثر هذه المؤشرات اثاراً للقلق هو ارتفاع معدلات البطالة التي سجلت معدلات قياسية حيث لا يستطيع واحد من بين أربعة فلسطينيين باحثين عن فرصة عمل الحصول على وظيفة. وفي ضوء هذا الواقع، فإن الاقتصاد الفلسطيني مُطالب بإيجاد أكثر من 600,000 فرصة عمل إضافية خلال العقد المقبل، الأمر الذي يتطلب نمواً سنوياً للناتج المحلي الإجمالي بمعدل 10% على مدى الفترة المذكورة أي ضعف المعدل الحالي.

من هنا، فإنه في نفس الوقت الذي تعمل فيه القيادة السياسية على تحقيق الحرية والاستقلال السياسي، لا بد لنا من العمل على تأسيس قواعد أكثر متانة لاقتصاد وطني مستقل يتحدى الوضع الراهن الذي خلقه الاحتلال،

ومهما كانت احتمالات نجاح أو فشل المفاوضات الفلسطينية مع الطرف الاسرائيلي، فلم يعد ممكناً سلوك نفس المسار الذي سار عليه المفاوضات الفلسطينية منذ عشرين عاماً. وليس مقبولاً أن يكون سقف المبادرات الاقتصادية هو التعايش مع أو اجراء تحسين جزئي على الوضع القائم. فإذا ما انطلق القطر السياسي فإنه سيفتح الباب أمام استحقاقات عديدة، من أهمها الحاجة لبناء القاعدة الاقتصادية للدولة القادرة على توفير حياة اقتصادية كريمة لمواطنيها ومناخ مواتي للتقدم والازدهار. وفي حالة فشل المفاوضات، فستكون هناك حاجة ماسة لانتزاع حقوقنا



خطة اقتصادية للحكومة الفلسطينية؛ من وجهة نظر الحكومة الفلسطينية فان الخطة الرئيسية لعمل للحكومة هي الخطة الوطنية للتنمية.

تهدف المبادرة الاقتصادية الدولية في الأساس إلى تحفيز وتمكين المستثمرين الأجانب والعرب والفلسطينيين إلى ضخ استثمارات بما يقارب خمسة مليارات دولار يتم مضاعفتها من خلال توفير الضمانات اللازمة لتأمين مبلغ مماثل من البنوك ومؤسسات الاقراض لتمويل

حزمة كبيرة من المشروعات الاستثمارية. وقد قام على اعداد هذه الحزمة من المشاريع، والتي كان قد تم الاعلان عن جزء منها سابقا من قبل مؤسسات فلسطينية، فريق من الخبراء الدوليين بناء على دراسة معمقة قاموا بها لخطط التنمية الفلسطينية وللإستراتيجيات الوطنية لثمانية قطاعات حيوية، وهي: الإنشاءات، مواد البناء، المياه، الزراعة، الصناعة، السياحة، الاتصالات وتكنولوجيا المعلومات، والطاقة.

«المبادرة الاقتصادية»

وقد تم الإعلان مؤخراً عن عدد من المبادرات الهادفة لاستقطاب المستثمرين للمساهمة في احداث مثل هذا التغيير المنشود وتنشيط الاقتصاد. ولعل من أبرزها «المبادرة الاقتصادية» الدولية التي أعلن عنها وزير الخارجية الأمريكي السيد جون كيري في شهر ايار الماضي. تعتبر «المبادرة الاقتصادية» في جوهرها برنامج استثماري برعاية الرباعية الدولية وليس



كل عام وأنتم بخير